

Charte - Règlement intérieur

Association Camp Interhack

Article 1 – Objet

Le présent règlement intérieur précise le fonctionnement de l'association et du camp.
Il constitue un cadre politique et pratique visant à :
expérimenter des formes d'organisation autonomes
construire un espace de partage hors des logiques marchandes et dominantes
pratiquer le hacking comme outil d'émancipation (technique, social, culturel)

Article 2 – Positionnement politique

L'association se reconnaît dans :

- les cultures hackers, libres
- l'éducation populaire
- les luttes contre toutes les formes d'oppression

Elle rejette explicitement :

- racisme, sexisme, LGBTQIA+phobies, validisme, classisme
- autoritarisme, domination, appropriation abusive du pouvoir
- logiques extractivistes, capitalistes et publicitaires au sein du camp

Le camp est un espace politique, situé, et non neutre.

Article 3 – Accès et adhésion

L'accès au camp et à l'association est ouvert à toute personne :

- respectant ce cadre
- prête à s'impliquer dans une dynamique collective

L'inclusivité ne signifie pas tolérance des comportements oppressifs. L'association se réserve le droit de refuser ou d'exclure toute personne mettant en danger le cadre collectif.

Article 4 – Organisation horizontale

L'association fonctionne sans hiérarchie fixe.

Il n'y a pas de chef·fe, mais :

- des responsabilités distribuées
- des rôles tournants
- une attention aux dynamiques de pouvoir informelles

Toute concentration de pouvoir doit être questionnée et corrigée.

Article 5 – Commissions et autonomie

Le camp repose sur des commissions autonomes (logistique, cantine, prog, soin, etc.).

On crée autant de commissions que nécessaire en fonction des besoins révélés lors des réunions et discussions aux points d'orga.

5.1 Principes

- autonomie d'action
- responsabilité collective
- documentation des décisions

5.2 Vigilance

Les commissions doivent :

- éviter de devenir des espaces fermés
 - rester accessibles aux nouvelles personnes
 - partager l'information
-

Article 6 – Prise de décision

6.1 Principe

L'association Camp Interhack privilégie le processus de prise de décision par consentement : recherche du consensus réel (discussion, écoute, reformulation)

6.2 Refus

Cependant, ce processus n'aboutit pas toujours à une prise de décision possible

- pas de "consensus forcé"
- les désaccords politiques sont légitimes

6.3 Outils possibles

Alors, l'association prévoit 3 types de modes de prise de décision à expérimenter dans l'ordre qui suit jusqu'à que la décision puisse aboutir :

1. consentement
2. jugement majoritaire
3. arbitrage collectif

6.4 Vigilance anti-oppression

- attention aux personnes qui parlent le plus
 - facilitation active des réunions
 - prise en compte des voix minorisées
-

Article 7 – Participation et contribution

Le camp est autogéré.

Pas de public / organisateur·ices passifs : tout le monde participe à son échelle.

7.1 Contributions possibles

- tâches collectives (cuisine, ménage, montage...)
- participation aux discussions
- partage de savoirs

Refuser systématiquement de contribuer peut remettre en question la participation.

Article 8 – Cadre anti-oppression

8.1 Principes

Nous reconnaissons que :

- les oppressions systémiques existent aussi dans nos espaces
- les dynamiques de domination peuvent se reproduire

Nous nous engageons à :

- les identifier
- les nommer
- les combattre activement

8.2 Comportements interdits

Propos ou actes discriminatoires

- harcèlement, intimidation, violence
- comportements sexuels non consentis
- invalidation des vécus (ex : minimiser une agression)

8.3 Consentement

Le consentement doit être :

- explicite
- libre
- éclairé
- réversible

Cela concerne entre autres :

- les interactions physiques
- les discussions sensibles
- les prises de photos / vidéos

8.4 Dispositif de gestion des violences

Un dispositif est mis en place avec :

- des référent·es identifiés
- des espaces d'écoute
- la possibilité d'anonymat

Les signalements sont :

- pris au sérieux
- traités sans minimisation

8.5 Mesures possibles

Selon les situations, il pourrait y avoir recourt à :

- la médiation, par une personne neutre tiré au sort et deux personnes accompagnant les parties prenantes
- la mise à distance pour un temps donné
- l'exclusion immédiate

La priorité est la protection des personnes affectées, pas la “neutralité”.

Article 9 – Sécurité collective

La sécurité est une responsabilité partagée.

Cela inclut :

- la sécurité physique
- la sécurité émotionnelle
- la sécurité numérique

Les comportements mettant en danger le collectif ne sont pas tolérés.

Article 10 – Rapport à l'argent

Le camp cherche à sortir des logiques marchandes.

10.1 Principes

- prix libre / solidarité
 - transparence totale
 - refus de marchandisation du camp (c'est un évènement à but non-lucratif)
-

Article 11 – Rapport aux savoirs

Les savoirs sont :

- partagés
- ouverts
- accessibles

Refus :

- rétention d'information
 - élitisme technique
-

Article 12 – Outils et pratiques

Préférence pour :

- les logiciels libres
- les infrastructures décentralisées
- les pratiques low-tech et appropriables

Mais sans dogmatisme : pragmatisme collectif.

Article 13 – Sanctions et exclusions

Le collectif peut décider :

- d'un rappel au cadre
- d'une limitation de participation
- d'une exclusion

Une exclusion peut être immédiate en cas de violence ou danger.

Les décisions peuvent être prises :

- par un groupe mandaté
 - ou en collectif selon l'urgence
-

Article 14 – Évolution du règlement

Ce règlement est vivant.

Il peut être modifié :

- lors d'une assemblée générale
- en assemblée extraordinaire
- selon les modalités de décision définies (article 6)

Les retours critiques sont encouragés.

Article 15 – Acceptation

Participer au camp implique d' :

- accepter ce cadre
- accepter d'être remis en question
- accepter de faire évoluer ses pratiques